

journées internationales de Paris

- intervention

Fundação Cuidar o Futuro

- dans le cadre de l'année internationale de la femme

- Paris

1-2-3 mars 1975

MARIA DE LOURDES PINTASILGO

PRIMEIRO MINISTRO

Fundação Cuidar o Futuro



JOURNEES INTERNATIONALES DE PARIS

1-2-3 Mars 1975

Intervention de Mme. Maria de Lourdes Pintasilgo
Ministre des Affaires Sociales du Portugal (Session du 2 au matin)

Madame la Présidente,
Chères Collègues,
Amis,

La tâche que vous nous avez assignée, Mme. La Présidente - celle de nous raconter et de situer la condition féminine de nos pays dans son contexte actuel - est en elle-même un programme. En effet, il s'agit (pour elle) de parler pour une femme d'histoire personnelle, au singulier, qui ne soit pas étroitement liée à l'histoire collective des femmes et qui devienne donc engagement pour d'autres et avec d'autres femmes.

On a beau dire qu'une société qui change amène avec elle un changement de la situation des femmes, les faits sont trop criants pour y croire. Car, il ne s'agit pas seulement de voir quelles conséquences tel ou tel régime politique ou socio-économique aura sur la vie des femmes mais surtout quelles sont les possibilités réelles qu'ont les femmes de façonner la nouvelle société qui est en train de naître.

Je reviens, ainsi, à mon histoire personnelle.

Quinze jours après la révolution du 25 Avril au Portugal, en voyant les continuel pourparlers entre les messieurs qui représentaient les différents courants politiques et les militaires qui avaient fait la révolution, j'ai senti monter en moi un certain agacement qui m'a amenée à commencer un article auquel je donnais le titre suivant :



"La révolution est-elle masculine ?". L'article n'a pas vu le jour car à ce moment là, j'ai été appelée à participer au Gouvernement Provisoire. Mais la question n'a pas pour autant reçu de réponse. Est-ce que ma présence au gouvernement vidait de son sens le titre de l'article à peine ébauché, c'est à dire, est-ce que la révolution devient aussi l'affaire de femmes autant que des hommes parce qu'il y a une femme Ministre ?

Je répondis nettement non.

Et cela pour deux raisons. D'abord, je suis convaincue que la révolution ne peut devenir lieu d'engagement pour les femmes que dans la mesure où, dans toute situation, les femmes découvrent leur forme propre d'oppression, en font cause commune avec d'autres oppressions sans l'étouffer ou la cacher, touchant au coeur les questions spécifiques soulevées par leur situation d'opprimées. Deuxièmement, je n'étais pas entrée au gouvernement parce que je suis une femme, mais comme un membre parmi d'autres. (D'ailleurs, permettez-moi de dire que j'ai très fortement le sentiment du choix alléatoire - pourquoi moi et pas quelqu'un d'autre ? Je n'ai atteint aucune hauteur et j'aimerais voir démythifiée l'idée que les "hautes fonctions" - comme on dit souvent - sont automatiquement réservées aux plus doués, aux plus compétents, aux "meilleurs", en somme...)

C'est ainsi que, dans un gouvernement d'hommes, je ne tiens pas à être ni un symbole, ni un signe, encore moins un exemple pour d'autres femmes. Ce n'est pas à moi d'être leur porte-parole. C'est à toutes les femmes ensemble de dire, là où elles se trouvent - là où nous nous trouvons - la parole qui est la nôtre, intensément personnelle et, par là même, authentiquement liée à la parole d'autres femmes.

Dans une situation comme celle que nous vivons au Portugal - où tout est en jeu - les possibles affrontements au gouvernement ne se

situent pas au niveau des sexes. Ils se situent plutôt dans la façon de résoudre l'antinomie entre le projet inébranlable de démocratie politique, économique et sociale nous amenant dans une voie que nous appelons socialisante et les deux pôles opposés qui risquent de la mettre en question :

D'un côté, comment un gouvernement issu d'une révolution peut-il être cohérent avec lui-même sans mettre en cause le droit de cité des courants d'opinion où il y a encore l'empreinte des anciennes classes dirigeantes ainsi que des modèles importés des pays hautement industrialisés ?

De l'autre côté, comment un gouvernement de gauche peut-il accepter que toutes les bases de son action soient, sans arrêt, ébranlées par les mouvements contestataires qui, à court terme, semblent empêcher les décisions responsables du pays dans l'immédiat, en sachant, en même temps, que ces mouvements sont toujours, à long terme, le creuset même où la gauche se renouvelle ?

En un mot, comment gérer le pays face à l'immense crise économique, en laissant s'épanouir les mouvements sociaux qui sont l'expression de la démocratie politique dont nous ne voulons pas nous passer ?

Ce sont ces questions-là qui se posent aussi à une femme (comme à des hommes) dans un gouvernement en période de changement radical et dans un pays que la presse française n'a pas hésité à appeler "un pays surréaliste"...

Il en va tout autrement des situations qui se déroulent dans des institutions bien établies et selon des normes connues. Dans mon expérience passée, j'ai eu l'occasion -peut-être due à ma formation d'ingénieur - d'être la première femme à occuper des postes traditionnellement réservés aux hommes. J'avais alors remarqué que la seule

présence d'une femme mettait en question les "rites", les "liturgies" que les hommes s'étaient donnés eux-mêmes dans leurs "sanctuaires" de pouvoir. Le vide de tels rites était évident chaque fois qu'une femme faisait irruption dans ce monde clos et, en rejetant le mime et la dépendance, suggérait une autre voie possible dans les rapports et l'organisation sociale.

C'est évident qu'un gouvernement né d'une révolution ne se prête pas à une telle analyse car il n'a pas encore de rites. Mais ne faut-il pas dénoncer l'ébauche de toute nouvelle "liturgie", même celles dont les nouvelles classes dominantes sont, insensiblement et malgré elles, porteuses ? Ne faut-il pas qu'en toute circonstance les femmes soient capables de poser des questions gênantes ? ... Il revient aux femmes, au moment même où sont en jeu des mutations politiques radicales, à faire prévaloir la solidarité sur l'Etat, les rapports entre les hommes et les groupes sur les rapports entre les forces politiques. Je rejoins ici, à nouveau, le potentiel d'action commune des femmes en tant que force politique. Car la véritable révolution culturelle (ou la création d'une nouvelle culture dont parlait M. Giscard d'Estaing dans son allocution initiale) n'est possible que par la présence réelle des femmes aux mouvements de base.

C'est à ce niveau-là que se situe, d'ailleurs, le changement le plus frappant de la condition féminine au Portugal. Les femmes parlent, les femmes s'organisent, les femmes mènent le combat - les premières à dénoncer l'exploitation dont elles étaient l'objet dans l'industrie électronique des multinationales, les premières à vaincre le travail séculaire à domicile pour faire des coopératives et placer dans le marché international les tapisseries qu'elles seules (et non leurs maîtres capitalistes) savaient tisser...

On a remarqué que les femmes ne sont pas nombreuses dans l'appareil des partis. Et, au Portugal, - elles sont naturellement



absentes du véritable centre de décisions actuel qu'est le Mouvement des Forces Armées même si, à travers toute sorte de réseaux, leur influence n'est pas négligeable.

Mais cela ne me préoccupe pas trop... Car qui peut dire, dans la société actuelle, de plus en plus déconcentrationnaire, où sont les centres de décision ? Pour ma part, je vois de moins en moins le pouvoir concentré au sommet de la pyramide du politique. Je le vois là où se nouent et s'établissent les relations, où se créent de nouveaux modèles d'exister en société, où se brise, une fois pour toutes l'individualisme qui nous enferme, justaposés, dans un huis-clos ; je vois le pouvoir là où se libère l'imagination pour inventer le désirable où se dépasse la compétition à outrance, où se fait, avec le réel, le possible, et le quotidien, la politique.

La révolution portugaise est aussi une révolution au féminin dans la mesure où les femmes de mon pays auront résolu la dialectique qui est celle de toutes les femmes dans le monde, c'est à dire la dialectique entre l'égalité et la différenciation.

Cette dialectique se projette, d'ailleurs, sur les deux autres thèmes de l'Année Internationale de la Femme, le développement et la paix. En effet, il n'y a pas de développement s'il n'y a qu'un seul modèle de société (englobant différents modèles d'Etat) présenté à la vaste majorité des peuples. Il n'y a pas de paix non plus quand une petite poignée de nations détient en leurs mains la plupart des richesses du monde et le pouvoir décider, ainsi, du sort des autres.

Egalité d'opportunités pour les femmes, sans doute - au niveau des salaires, du droit familial, de la double tâche dont elles sont écrasées... Mais aussi différenciation des femmes, comme voie indispensable à leur identité et, donc, à leur processus de libération, sociale et personnelle. Une telle différenciation, qui ne fait pas

l'économie de l'égalité, est à trouver dans chaque situation et est aussi, à mon avis, le signe net que la femme sait ce qu'elle est et ce qu'elle peut faire.

La prochaine étape ne peut être que la mise en-oeuvre d'une différenciation responsable et assumée, axée sur le combat permanent pour l'égalité d'opportunités.

Un monde nouveau est en gestation -ou bien il sera tout à fait nouveau si les femmes acceptent cette dialectique de leur différenciation-dans-l'égalité et se renforcent mutuellement à travers les frontières ou bien Ce monde nouveau ne le sera que momentanément pour retomber à nouveau dans la grisaille de la consommation ou la tragédie de la misère.

Faire l'histoire de façon originale ou la laisser aux forces déjà déchainées et dont nous connaissons les possibilités et les limites - voilà le grand défi pour "la prochaine étape".

